

environ 21 milliards de dollars US en 1988, comparativement à 27,6 milliards en 1987 et une moyenne annuelle de 22,2 milliards entre 1984 et 1986.⁴

Ces chiffres globaux traduisent probablement une certaine modération politique ou budgétaire de la part des gouvernements du tiers-monde, mais il y a peu à douter que ceux confrontés à ce qu'ils estiment être des problèmes critiques afférents à la sécurité intérieure ou extérieure sauront bien trouver quelque part les ressources nécessaires pour se procurer des armes. Ils soutiennent par ailleurs que quiconque cherche à limiter leurs achats d'armes applique une norme ambivalente indéfendable, quand les pays industrialisés adoptent des budgets militaires beaucoup plus considérables que les leurs, tant d'un point de vue absolu que, dans bien des cas, relatif. Ce raisonnement gênera énormément les efforts des intervenants qui voudront instaurer un régime quelconque de limitation du trafic des armes, et il sera de même difficile d'amener les divers fournisseurs, impatients de vendre leurs matériels, à faire preuve de retenue et à respecter les ententes.

Chez bon nombre de pays en développement, cependant, on semble dénoncer de plus en plus l'influence excessive des militaires et leurs budgets. Parallèlement, les pays et institutions accordant leur aide au tiers-monde acceptent de moins en moins l'effet macro-économique négatif des dépenses et des importations militaires dans les pays troublés et fortement endettés. Pour que progresse le mouvement vers une limitation des dépenses et des importations militaires dans le tiers-monde, il faudra tout d'abord reconnaître les inquiétudes légitimes de nombreux pays en matière de sécurité, promouvoir entre ces pays des régimes de renforcement de la confiance et de limitation des armements, ainsi qu'endiguer efficacement les approvisionnements et instaurer de bons mécanismes de règlement des conflits. Comme l'analyse de conflits particuliers faite ci-après le montre, même de fortes pressions exercées pour limiter l'envoi d'armes aux belligérants n'entraînent pas nécessairement le règlement et l'atténuation rapides des conflits armés. Avec le temps, cependant, des restrictions plus efficaces réduiraient certainement la destruction, sinon l'incidence des conflits mêmes.

Le Canada et cinq régions de conflit

À l'aube des années 1990, une vingtaine de conflits violents importants sévissaient dans le monde; ils présentaient un intérêt digne de mention pour le Canada, et celui-ci pouvait espérer y exercer une certaine influence. Même des pays qui prétendent projeter leur ombre et assumer